



Une même lutte pour la défense de l'école de la maternelle à l'université



Malgré les boniments du gouvernement toutes les raisons qui ont poussé à la grève le personnel et les étudiants des universités, qui ont mobilisé les enseignants et les parents d'élèves des écoles primaires sont toujours d'actualité. En effet, après quelques ajournements et aménagements destinés à permettre leur mise en place, toutes les réformes de DARCOS et PÉCRESSE sont aujourd'hui appliquées ou en passe de l'être. Nous ne le dirons jamais assez, ces réformes s'inscrivent dans une logique d'ensemble qui vise à une transformation profonde de l'enseignement public à tous les niveaux. Si rien ne vient stopper ce projet, l'école de demain sera plus inégalitaire, elle contribuera à pérenniser une société de la compétition qui nous révèle dès aujourd'hui ces impasses.

Dès la rentrée 2009 nous pourrions malheureusement observer certains effets de ces mesures :

- Mise en place des premiers jardins d'éveil : installées dans des écoles ou des locaux municipaux, ces structures accueilleront les enfants âgés de 2 à 3 ans. Les enfants seront gardés par du personnel non enseignant et ce service sera payant. D'ors et déjà certains parents rencontrent des problèmes pour inscrire les enfants nés à la fin de l'année 2006, ils n'auront pas encore trois ans à la rentrée et leur inscription en école maternelle est remise en cause.
- Poursuite de la réforme de la formation des enseignants. Si, contraint et forcé par le mouvement des IUFM en association avec les universités, le gouvernement a remis la fermeture des IUFM à l'année prochaine, il conditionne cependant l'inscription à l'année de préparation aux concours d'enseignant à l'inscription en master, ce qui lui permettra d'avancer son projet de « mastérisation ». Le prouve encore cette mesure aussi inique que contradictoire avec les prérogatives normalement attachées, en cas de réussite à ces concours, au statut de fonctionnaire stagiaire : les lauréats de la session 2010 verraient leur titularisation effective suspendue, l'année suivante, à l'obtention d'un diplôme de master 2.

Les exemples sont nombreux et les ministres avancent à marche forcée sur tous les points : expérimentation de la réforme des lycées dans 200 lycées, bac pro en trois ans, nouveaux programmes et réorganisation des horaires scolaires dans le primaire, attaques contre le droit de grève, suppression massive de postes à tous les niveaux d'enseignement, démantèlement de l'Université et des grands organismes de recherche...

La lutte est toujours à l'ordre du jour et plus que jamais nécessaire.

Assemblée générale de convergence du 22/04/2009 de la maternelle à l'université

